
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61491

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nalsozialismus für Bayern und für Deutschland warnte und dadurch den Haß der Rechtsextremen auf sich zog. Er stand zwar dem Weimarer Parlamentarismus kritisch gegenüber, doch war er in den Krisenjahren bereit, mit seinem SPD-Kontrahenten Wilhelm Hoegner zu verhandeln. Während Kritiker Schäffers betonen, daß seine politische Tätigkeit manchmal zweideutig war und er auch vor persönlichen Kontakten zu Nazi-Größen nicht unbedingt zurückschreckte, ist Altendorfer bereit, Schäffers Laufbahn im Dritten Reich, wo er insbesondere die Interessen der katholischen Kirche vertrat, sogar als »Widerstand« zu werten: »Schäffers juristischer Einsatz im Dritten Reich ohne (bekannte) aktive Teilnahme an den Widerstandskreisen darf als »Widerstand« gewertet werden« [850]. Diese Feststellung geht möglicherweise etwas zu weit, wenn man eine Aktennotiz der Gestapo vom Juli 1937 betrachtet: »Er stellt sich nicht außer der Reihe der Volksgemeinschaft, gibt bei jeder Sammlung gerne und reichlich, grüßt mit dem Deutschen Gruß, sodaß er in keiner Weise unangenehm auffällt« [853–4]. Andere ähnliche Quellen betonen doch eher, wie zwiespältig die Position Schäffers im Dritten Reich war.

Die Arbeit hätte leserfreundlicher sein können. Eine einzige Abbildung von Fritz Schäffer ist auf dem Umschlag zu finden. So erhält man leider nur einen schwachen bildlichen Eindruck von der Person. Dagegen ist der Anmerkungsapparat über alle Normalmaße hinausgewachsen. Insgesamt sind es 7536 Fußnoten, von denen zu viele sich nur auf die Standardliteratur beziehen. »Ebenda« ist übrigens eins der häufigsten Wörter im Buch. Die geschichtswissenschaftliche Gründlichkeit wird aber in den Personen- und Stichwortregistern kaum wiedergespiegelt. Diese haben die üblichen Schwächen der meisten deutschen wissenschaftlichen Veröffentlichungen. Unter »Hitler, Adolf«, zum Beispiel, stehen ohne weiteren Kommentar 251 Seitenzahlen; unter »Held, Heinrich« sogar 394. Für den Leser – ob vom Fach oder nicht – sind diese Listen vollkommen nutzlos. Die deutschen wissenschaftlichen Verlage könnten von ihren britischen und amerikanischen Kollegen eine ganze Menge lernen.

Jonathan OSMOND, Cardiff

Wolfgang BIALAS, Georg G. IGGERS (Hg.), *Intellektuelle in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Berlin, Bern, New York, Paris, Wien (Peter Lang) 1996, 465 p. (Schriftenreihe zur politischen Kultur der Weimarer Republik, 1).

Le volume présenté ici peut paraître symptomatique des discussions qui se nouent autour du rôle que les intellectuels sont censés jouer dans la culture politique de nos sociétés modernes. La difficulté à définir clairement ce qu'est un intellectuel et la prolifération des rôles qu'on lui attribue (spectateur engagé et/ou publiciste, penseur institutionnel et universitaire et/ou penseur non conformiste etc.) semblent aller de pair. Il en résulte surestimation ou sous-estimation de sa fonction sociale. Et il n'est pas étonnant que les sociétés actuelles ou historiques qu'on range sous le mot d'ordre de la »désorientation« soient le lieu préféré à la fois des attaques et des défenses les plus virulentes des intellectuels. Cela en fonction du fait qu'ils aient ou non failli au devoir qui devrait être le leur.

Etant donné que la République de Weimar est un système politique déchiré par ses adversaires et mal aimé par ses partisans, les intellectuels »pouvant montrer une issue à cette situation bloquée« (BIALAS [7]) sont appelés à la rescousse. Bien que BIALAS admette des engagements ambivalents d'intellectuels qui se soucient peu d'unité biographique, il accepte, pour lui-même et les autres contributeurs, la charge d'éclairer la »responsabilité spécifique que portent les intellectuels dans la chute de la première démocratie allemande« [8]. Cependant, il n'est pas toujours facile de faire la part des choses parce que les propos d'intellectuels ne font souvent que refléter le contexte socio-historique. Georg G. IGGERS, deuxième directeur du volume, exprime sa déception quant aux intellectuels allemands privilégiés

dans cet ouvrage: »Les intellectuels ici présentés ont apporté peu de nouveau à la compréhension de leur époque« [455]. Et il regrette l'absence des »partisans d'une société civile et démocratique tel que Ernst Troeltsch, Gustav Radbruch, Erich Kästner, Erich Maria Remarque, Heinrich Mann, Paul Tillich, Emil Ludwig etc.« [456].

Le lecteur qui cherche la diversité de points de vue sur des acteurs historiques parfois peu connus trouve son compte avec cet ouvrage collectif. Celui-ci rassemble 24 des trente communications d'un colloque qui s'est tenu sous l'égide de la Fondation Alexander von Humboldt en été 1994 à Berlin. BIALAS insiste sur la »parité inter-allemande«, qui permet selon lui la pluralité des regards sur le même objet et évite de stigmatiser hâtivement les chercheurs de l'Est de ne pas avoir encore surmonté l'endoctrinement marxiste. Il exprime l'espoir qu'enfin les critères scientifiques pourraient dominer la discussion [10].

Chez ces chercheurs, il y a une préférence pour les intellectuels qu'on classe le plus souvent »à droite« du paysage politique, tel que Carl Schmitt, Ernst Jünger, Martin Heidegger, Friedrich Naumann, Max Scheler, Ernst Kantorowicz, Arnold Gehlen, et qui attirent seul ou à plusieurs plus de la moitié des articles. Mais à y voir de plus près, les classifications faciles s'estompent et cèdent à un réseau de communication très complexe où les signatures peuvent occuper des »positions mobiles«. Par conséquent, Friedrich BALKE constate que l'objet scientifique (ici Carl Schmitt) n'existe que dans un processus de différenciation et de synthétisation incessantes, ce qui rend inadéquat le travail de classification et de systématisation [72]. La hantise de la plupart des intellectuels de cette époque, qui était de sauver les distinctions claires et nettes par exemple entre ami et ennemi, entre le haut et le bas, le dur et le liquide etc. ne peut donc pas être le modèle pour les analyses. Eux voulaient trouver le bouc émissaire, responsable du nivellement des opposés.

Avant la Grande Guerre, le Libéralisme était identifié comme source d'ennui. Quand la guerre éclata, la grande résurrection de l'ennemi devait clarifier les positions (Max Scheler étudié par Gabriele SCHNEIDER). Mais cela ne pouvait être que de courte durée, de même que la défaite et l'instauration d'un régime démocratique rendaient de nouveau indécise la situation politique. Jens-Fietje DWARS le montre en rétablissant les ruptures biographiques dans la vie de Johannes R. Becher [391-411]. Mise à part la recherche d'un lieu commode, d'une sorte de patrie spirituelle (voir les articles de Marcus LANQUE sur Benjamin et Jünger ou celui de Gerald DIESENER sur Ernst Hadermann), règne l'espoir d'un salut proche, ce qui remplit d'apocalyptique ou d'eschatologique les conceptions défendues par une grande partie des intellectuels. C'est pourquoi les théologiens catholiques (étudiés par Ottmar JOHN) se retrouvent rapprochés de la théorie de souveraineté de Carl Schmitt.

A la lumière des articles, on ne peut nier que la recherche des solutions ne fut pas menée avec toute l'ambition et la ferveur qui convient à une situation sociale où tout semble possible. Il est certain qu'on cherche pratiquement en vain des intellectuels »politically correct« dans la République de Weimar. C'est ce qui rend la déception de Iggers compréhensible (voir ci-dessus). Une des raisons est peut-être qu'un »dispositif normalisant sous forme de médias« (Friedrich BALKE, cf. aussi l'article de Jeffrey VERHEY sur Tönnies et les médias) ne s'est formé qu'après 1945 et est issu d'une autre défaite qui a rendu peut-être définitivement illusoire tout espoir eschatologique. C'est-à-dire que la normalisation des années vingt et trente s'est très peu inspiré du modèle démocratique, mais qu'elle l'avait plutôt pour cible d'exclusion. Benno WAGNER observe un décalage entre une conscience des solutions contingentes et hétérogènes et un dispositif qui aurait permis de contrôler la surabondance du savoir produit [56]. La culture politique n'arrive donc pas à engendrer une zone pacifiée des combats et est constamment menacée du morcèlement, constat qui domine d'ailleurs la plupart des communications.

Pour autant qu'il demeure dans la »recherche du coupable«, cet ouvrage aborde le débat nécessaire sur le caractère obsolète des mentalités de camps droite/gauche, progressif/conservateur, démocratique/antidémocratique. L'état paradoxal qui régit ces études pour-

rait donner une piste à poursuivre: l'imagination, la curiosité, la naïveté dont on croit les intellectuels capables, pourraient leur assigner un rôle en dehors des positionnements institutionnels, politiques, éthiques etc. Ce ne veut pas dire qu'il faudrait revenir à la »freischwebende Intelligenz« mannhheimienne, mais permettre aux intellectuels d'introduire délibérément des visions paradoxales dans le débat public, de volatiliser les campements idéologiques, bref: de partir d'une base de non-savoir, d'incertitude et de contingence au lieu de ritualiser ses positions et ses gestes.

Martin RASS, Lisieux

Thomas KLUCK, *Protestantismus und Protest in der Weimarer Republik. Die Auseinandersetzungen um Fürstenenteignung und Aufwertung im Spiegel des deutschen Protestantismus*, Frankfurt am Main, Berlin, Bern, New York, Paris, Wien (Peter Lang) 1996, 336 S. (Europäische Hochschulschriften: Reihe 23, Theologie, 583).

Im Mittelpunkt dieser Bochumer theologischen Dissertation steht die Frage nach der Rolle der evangelischen Kirche beim Volksbegehren und Volksentscheid von 1925/26 zur entschädigungslosen Enteignung der deutschen Fürstenhäuser. Gleichzeitig behandelt der Vf. die kirchliche Haltung angesichts des »Gesetzes über die Ablösung von Hypotheken und anderen Ansprüchen« und des »Gesetzes über die Aufwertung öffentlicher Anleihen« vom 14. Juli 1925 sowie die Auseinandersetzungen um die Versorgung der Kleinrentner. Fürstenenteignung, Aufwertungsgesetze und Kleinrentnersversorgung bilden für den Vf. eine zusammenhängende Reihe von sozial- und gesellschaftspolitischen »Fallbeispielen«, die den Kampf um die Verteilung der Kosten des verlorenen Ersten Weltkrieges illustrieren.

Über Volksbegehren und Volksentscheid zur Fürstenenteignung liegen Spezialstudien von Ulrich Schüren (1978) und Otmar Jung (1989; 1990) vor. Die Aufwertungsgesetze und die Lage der Kleinrentner sind ebenfalls schon mehrfach behandelt worden, wenn auch nicht so intensiv wie die (fehlgeschlagene) Fürstenenteignung. Der Vf. konnte auf diesen Forschungen aufbauen und sich deshalb um so mehr auf das kirchliche Meinungs- und Verhaltensbild konzentrieren. Hervorzuheben ist die breite Auswertung archivalischer Quellen kirchlicher wie nichtkirchlicher Provenienz. Die Rekonstruktion des Spektrums der protestantischen Optionen von den Kirchenführern über die Verbände bis zu den kirchenpolitischen Gruppen ist ein Verdienst der Studie, die sonst viele Wünsche offen läßt. Die Kernthese des Vf.s lautet: Die depossedierten Mittelständler seien bei ihrem Kampf für Verteilungsgerechtigkeit von der Kirche im Stich gelassen worden. »Sowohl in der Frage der Fürstenenteignung als auch in der Frage der Aufwertungsgesetzgebung wurden die kirchlichen Positionen wesentlich von Interessenverbänden der Fürsten, der Banken, der Industrie und des Großgrundbesitzes sowie von konservativen Politikern bestimmt« (S. 302). Lediglich bei der Kleinrentnersversorgung habe man sich – vergeblich – für den verarmten Mittelstand engagiert. Die Theorie von der Kirche als Parteigängerin des Adels, des Monopolkapitals und des politischen Konservatismus ist schon grob geschnitzt genug. Vollends problematisch ist die vom Vf. vorgenommene Verknüpfung des Verhaltens- und Meinungsspektrums des kirchlichen Protestantismus zur Fürstenenteignung mit dem Sieg des Nationalsozialismus 1933 und den Thesen Daniel Goldhagens über die mentalitätsgeschichtlichen Voraussetzungen der Shoah. Fazit: Als Materialsammlung ist die Dissertation brauchbar. Sie darüber hinaus zu empfehlen, fällt schwer.

Kurt NOWAK, Leipzig